

Moyen-Orient et Afrique du Nord

AVANT-PROPOS

La violence. La guerre. La pauvreté. L'instabilité politique. La traite et le trafic d'êtres humains. Les déplacements en masse. Voilà quelques-unes des réalités auxquelles sont confrontés quotidiennement des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. En 2017, le HCR a été consterné par l'ampleur des souffrances endurées par les populations civiles déracinées par les conflits, tant à l'intérieur de leurs pays qu'au-delà des frontières. Éloignées de leur foyer, parfois depuis des décennies, de nombreuses personnes ont été réduites à la misère et sont presque totalement dépendantes de l'aide humanitaire.

En 2017, la région accueillait à peine six pour cent de la population mondiale, mais plus d'un tiers du nombre total de personnes relevant de la compétence du HCR. Cette responsabilité a continué de peser très lourd sur les économies, les services publics et sociaux et les structures civiles et politiques, qui étaient sollicités à l'extrême.

La crise humanitaire et des réfugiés de la République arabe syrienne (Syrie) est restée la plus importante du monde. En 2017, des cessez-le-feu fragiles et des modifications dans la dynamique du conflit ont rétabli un calme relatif dans certaines régions du pays, ce qui a permis à des déplacés internes et des réfugiés de rentrer chez eux. Cependant, au cours de la même période, les déplacements se sont poursuivis à l'intérieur de la Syrie et des obstacles considérables au retour ont persisté. Ces obstacles incluent notamment: les opérations militaires en cours, l'insécurité, l'absence de statut et de documents juridiques, des difficultés liées au logement, aux droits fonciers et à la propriété, l'accès limité aux services et aux moyens de subsistance, la présence d'engins non explosés et de mines, et d'autres risques en matière de protection.

Abu Ahmad Al Shawa, la cinquantaine, est rentré chez lui à Alep-Est en Syrie. Bien que l'immeuble ait totalement brûlé, Abu Ahmad a décidé de rouvrir les portes de son restaurant pour accueillir des clients. Son établissement est situé juste en face de la citadelle d'Alep.

En Iraq, s'il y a eu des évolutions positives, notamment le retour d'un grand nombre de déplacés internes, le HCR restait préoccupé par les risques de déplacements supplémentaires, d'expulsions et d'attaques à titre de représailles contre certaines communautés. En ce qui concerne les femmes et les filles, la situation était également loin d'être positive en 2017, ce qui a conduit l'organisation à publier des « alertes » sur le risque élevé de violences sexuelles et de genre auquel cette catégorie de la population était exposée.

Au Yémen, un cycle destructeur de guerre et de déplacement a fait sombrer encore davantage le pays dans la pauvreté et la désolation. Le Yémen est devenu le théâtre de la crise humanitaire la plus aiguë du monde. Du fait d'une escalade de la violence dans l'ensemble du pays, environ les deux tiers de la population avaient besoin d'assistance.

En 2017, des dizaines de milliers de personnes ont entrepris le périlleux voyage en mer vers l'Italie, en partant principalement de Libye. Malgré une diminution significative du nombre d'arrivées par voie maritime au deuxième semestre, ces traversées ont continué à faire de nombreuses victimes.

La dynamique complexe des flux mixtes a présenté un risque croissant pour des milliers de réfugiés et de migrants, pris au piège dans des conditions de détention abominables en Libye. Le HCR a sauvé des centaines de réfugiés vulnérables dans le cadre

d'opérations d'évacuation en 2017. Avec ses partenaires, l'organisation a également conduit de multiples visites d'inspection dans les centres de détention et a continué à faire campagne pour la remise en liberté des personnes en captivité.

En dépit de l'insécurité et des difficultés d'accès, le HCR est resté déterminé à poursuivre son action dans la région. L'organisation a aidé des millions de personnes en Syrie, offrant une protection, des abris, des articles de secours essentiels et une aide médicale. Les Iraquiens ont bénéficié d'une aide en espèces à usages multiples, tandis qu'au Yémen, le HCR a fourni des kits pour abris d'urgence, des kits d'aide au retour et des aides en espèces à des familles.

La Ligue des États arabes a considérablement progressé dans la rédaction d'une convention sur la situation des réfugiés. Le HCR a également travaillé en étroite collaboration avec des États de la région comme l'Iraq, le Maroc et la Tunisie pour développer des législations nationales sur l'asile.

En dépit d'un climat de plus en plus difficile, le HCR gardait l'espoir de voir la solidarité et la compassion internationales l'emporter. Alors que les obstacles continuaient de croître, la détermination du HCR à les surmonter est demeurée inébranlable.

Amin Awad

Directeur du Bureau régional du HCR pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord



SITUATION SYRIENNE

5,5 millions RÉFUGIÉS enregistrés dans la région

3,4 millions de RÉFUGIÉS étaient accueillis en Turquie seulement

6,15 millions de DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

3 millions de DÉPLACÉS INTERNES vivaient dans des lieux d'accès difficiles



SITUATION IRAQUIENNE

277 000 RÉFUGIÉS et demandeurs d'asile enregistrés dans la région

LES RÉFUGIÉS IRAQUIENS constituent la seconde plus importante population de réfugiés de la région, après les Syriens

2,6 millions de DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année



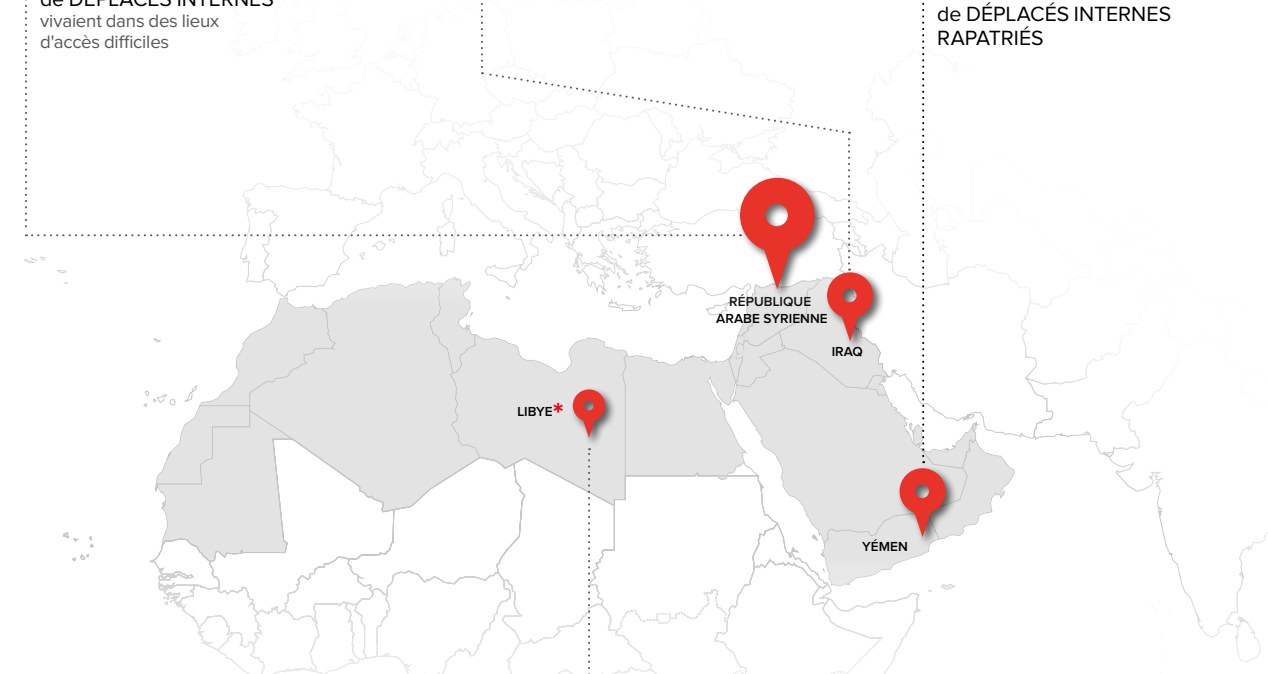
SITUATION YÉMÉNITE

280 000 RÉFUGIÉS et demandeurs d'asile étaient accueillis au Yémen

100 000 NOUVEAUX ARRIVANTS au cours de la seule année 2017

2,1 millions de DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

1 million de DÉPLACÉS INTERNES RAPATRIÉS



168 PARTENAIRES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

- 105 ONG LOCALES PARTENAIRES
- 34 ONG INTERNATIONALES PARTENAIRES
- 23 PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX
- 6 AGENCES DES NATIONS UNIES / AUTRES PARTENAIRES



2 409 PERSONNELS AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

60% HOMMES

40% FEMMES

64 SITES

38% BASÉS DANS DES LIEUX D'AFFECTATION DIFFICILES



SITUATION LIBYENNE

165 000 DÉPLACÉS INTERNES à la fin de l'année

342 000 DÉPLACÉS INTERNES RAPATRIÉS

SITUATIONS

< 1,5 million de personnes relevant de la compétence du HCR

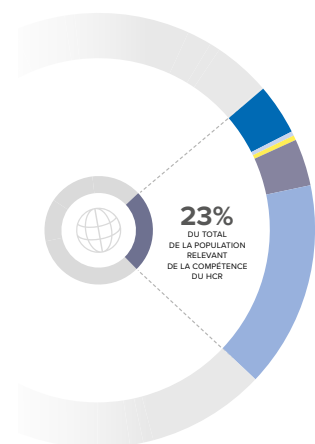
1,5 > 3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR

> 3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR

* Nouvelles urgences

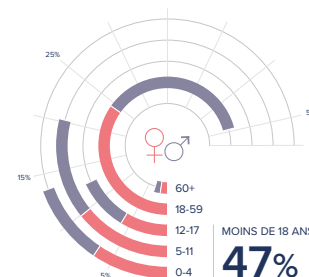


16,8 MILLIONS DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD



- RÉFUGIÉS **2,7 MILLIONS** | 16%
- DEMANDEURS D'ASILE **235 000** | 1%
- APATRIDES **371 000** | 2%
- RAPATRIÉS (Réfugiés et déplacés internes) **2,5 millions** | 15%
- DÉPLACÉS INTERNES **11 MILLIONS** | 65%
- AUTRES PERSONNES **15 000**

RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



PRINCIPALES SITUATIONS

Situation iraquienne



Fin 2017, près de 277 000 réfugiés et demandeurs d'asile iraquiens étaient enregistrés dans la région, ce qui en faisait la deuxième population de réfugiés de la région après les Syriens.

Le Gouvernement iraquien a déclaré que Mossoul avait été reprise à la mi-juillet 2017 et annoncé que l'ensemble du territoire iraquien avait été libéré de l'emprise des extrémistes en décembre 2017. Ces nouvelles ont incité de nombreux déplacés internes à regagner leur localité d'origine

mais 2,6 millions d'Iraquiens étaient toujours déplacés dans le pays à la fin de l'année. Il y avait encore de graves défis de protection, susceptibles de produire d'autres déplacements, des violences intercommunautaires et des violences sexuelles et de genre.

En 2017, le HCR a fourni des articles de secours essentiels à 1,2 million de déplacés internes, rapatriés et membres des communautés d'accueil. Simultanément, plus de 800 000 personnes ont bénéficié d'un suivi de protection, qui comprend notamment des activités de proximité destinées à évaluer les besoins et à offrir une assistance juridique, une aide visant à faciliter l'obtention d'actes d'état civil, et l'orientation de déplacés internes, rapatriés et d'autres Iraquiens affectés par le conflit sur des services spécialisés.



Travailler en partenariat pour améliorer l'aide en espèces offerte aux réfugiés

En 2017, le HCR a eu recours à des aides en espèces pour aider les réfugiés à régler leurs frais d'alimentation, de loyer et de santé, et pour leur permettre de se préparer aux périodes de froid hivernal. La plupart des bénéficiaires résidaient en milieu urbain. Au total, les interventions en espèces ont aidé plus de 2,1 millions de réfugiés et de déplacés internes syriens et iraquiens, ainsi que 334 000 déplacés internes au Yémen.

En Jordanie, le dispositif commun de transfert d'espèces a continué à fonctionner comme un système novateur, conçu pour générer des gains d'efficacité et pouvant être reproduit et modulé d'une opération à l'autre. Ce mécanisme commun, qui réunit 17 partenaires, a continué à renforcer l'alignement et la coordination entre les programmes de transfert d'espèces de multiples organisations.



Une caissière (à gauche) distribue une aide hivernale en espèces à une réfugiée syrienne accueillie au camp de Zaatari, dans le gouvernorat Mafraq en Jordanie.



Situation yéménite



Au Yémen, les besoins urgents de protection ont doublé en 2017 : 3,4 millions de personnes supplémentaires par rapport à 2016 avaient besoin d'une aide humanitaire, dont plus de 2,1 millions de déplacés internes et près

d'1 million de déplacés de retour dans leur localité d'origine. Venant encore aggraver les souffrances de la population yéménite, une épidémie de choléra a fait des milliers de victimes, et une grave insécurité alimentaire a rendu les civils de plus en plus vulnérables. Environ 12 160 réfugiés yéménites vivent en Somalie (6 428), à Djibouti (4 157) et en Éthiopie (1 771), et un petit nombre est concentré dans des zones urbaines au Soudan.

En dépit du conflit et de la situation humanitaire désastreuse, le Yémen accueillait plus de 280 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés. En outre, l'afflux en direction du pays s'est poursuivi, avec plus de 100 000 nouveaux arrivants au cours de la seule année 2017. En dépit de cette tendance, la situation au Yémen n'était pas propice à l'asile en raison de la forte insécurité. Le Yémen est resté un pays de transit sur la route empruntée par les

migrants et certains demandeurs d'asile, originaires principalement de la Corne de l'Afrique. Le HCR et ses partenaires ont continué à offrir une protection et une assistance vitale aux personnes relevant de la compétence du HCR qui vivaient dans des conditions précaires. En collaboration avec les autorités yéménites, l'organisation a enregistré environ 3 400 personnes pouvant prétendre à la protection internationale.

En dépit de l'afflux de nouveaux arrivants, la situation au Yémen n'était pas propice à l'asile en raison de la forte insécurité.

© HCR/Nahla Schmedtheußer



Des réfugiés somaliens à bord d'un navire au port d'Aden en route vers la Somalie au cours du premier mouvement de retour spontané au départ du Yémen.

Malgré le danger, des réfugiés somaliens au Yémen rentrent chez eux

Depuis près de dix ans, le Yémen a été une terre d'asile pour Abaya Mursal et sa famille, après qu'ils aient été forcés de fuir leur foyer en Somalie.

« Nous avons une belle vie au Yémen. Je n'avais aucun problème ici », se souvient Abaya. « Mais depuis le début du conflit, les choses sont devenues très difficiles. C'est pourquoi nous avons décidé de rentrer chez nous. »

Un peu plus tard, Abaya et ses sept enfants ont embarqué sur le bateau qui allait les transporter de l'autre côté du Golfe d'Aden pour les ramener en Somalie.



En 2017, le HCR a permis à plus de 4 000 réfugiés affectés par la situation au Yémen de bénéficier d'une aide financière et à plus de 98 000 réfugiés et membres des communautés d'accueil d'accéder à

des services médicaux. Avec l'appui de partenaires, l'organisation a assisté plus de 800 000 déplacés internes en leur offrant une aide vitale et en répondant à leurs besoins transversaux en abris et protection.

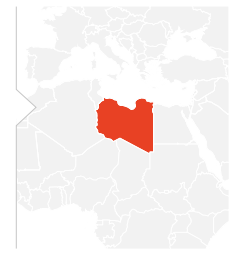


Une campagne du HCR sensibilise sur les dangers des traversées vers le Yémen

En 2017, le HCR a lancé une campagne régionale, intitulée « Dangereuses traversées », dans la Corne de l'Afrique pour informer la population des risques encourus lors du voyage en direction de la péninsule arabique. La campagne visait à contrer les informations mensongères colportées par les passeurs et les trafiquants pour inciter les gens à entreprendre de périlleuses traversées, et s'inscrivait dans les efforts déployés par le HCR pour renforcer les messages transmis aux personnes relevant de sa compétence via des campagnes massives d'information.



Situation libyenne



La situation politique et sécuritaire qui régnait en Libye, très instable, a continué d'impacter les civils en 2017 et a rendu l'accès humanitaire difficile. Bien que la population de déplacés

internes ait diminué, le HCR a offert une assistance — sous forme d'abris, de vivres et de soins médicaux — à plus de 165 000 déplacés internes, dont 1220 originaires de la ville septentrionale de Tawergha, et à 342 000 déplacés de retour dans leur localité d'origine. Pour répondre à ces besoins croissants, le HCR a lancé un appel supplémentaire sollicitant 75 millions de dollars pour étendre sa réponse en Libye. Cet appel incluait 48 millions de dollars en plus par rapport à 2016.

L'environnement de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile a continué à se dégrader, des milliers de personnes restant piégées dans des conditions de détention abominables. En 2017, le HCR et ses partenaires ont entrepris au moins 1000 visites dans 35 centres de détention, obtenant la remise en liberté de plus de 1350 réfugiés et demandeurs d'asile

détenus. Les mouvements mixtes de grande ampleur en provenance, en direction et à travers la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, se sont poursuivis en 2017. La Libye en constituait le principal point de départ. Le nombre de personnes arrivant en Europe par voie maritime depuis la région a néanmoins diminué d'environ 50 pour cent par rapport à 2016. Pour de plus amples informations relatives à la situation sur la route de la Méditerranée centrale et en Afrique du Nord, voir le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*.

Situation syrienne



Jusqu'à 13,1 millions de personnes, dont 6,15 millions de déplacés internes, avaient besoin d'assistance humanitaire en 2017. Près de 3 millions de personnes dans le

besoin vivaient dans des lieux difficiles d'accès. Du fait de la relative stabilisation de quelques secteurs, près de 77 000 réfugiés syriens et 764 000 déplacés internes ont regagné leur région d'origine en 2017. Ces retours organisés par les personnes elles-mêmes n'ont pas été assistés par la communauté humanitaire internationale, le HCR soulignant que les

conditions d'un rapatriement sûr, digne et durable des réfugiés n'étaient pas encore réunies. En septembre 2017, le HCR a lancé un appel supplémentaire destiné à préparer des solutions durables en Syrie, sollicitant 156 millions de dollars en plus des 304,2 millions initialement requis pour répondre adéquatement aux besoins des personnes de retour en Syrie et pour accroître sa capacité opérationnelle et de protection.

Le nombre de réfugiés syriens enregistrés dans la région a atteint 5,5 millions, soit une augmentation de près de 500 000 personnes par rapport à 2016. Cette croissance était due aux naissances, ainsi qu'à la régularisation de Syriens enregistrés, et comprenait également les nouvelles arrivées, principalement en Turquie. En décembre 2017, la Turquie accueillait toujours la plus importante population de réfugiés syriens de la région, avec quelque 3,4 millions de réfugiés syriens; elle était suivie par le Liban (997 000), la Jordanie (655 000), l'Iraq (247 000) et l'Égypte (126 000).

Malgré des défis opérationnels, le HCR est parvenu en 2017 à assister environ 6,2 millions de personnes en Syrie même, en leur fournissant des services de protection, des abris, des articles de secours essentiels et une aide médicale, notamment dans le cadre d'interventions transfrontalières menées à partir de la Jordanie et de la Turquie.

Ensemble avec le PNUD, le HCR a continué à diriger le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP), destiné à répondre à la crise syrienne. Articulé autour de plans nationaux encadrés par les gouvernements, il contient également des programmes innovants ayant un bon rapport coût-efficacité et rassemble une coalition de plus de 270 partenaires. Le HCR a mis en œuvre une réponse multisectorielle, portant notamment sur l'enregistrement biométrique, l'aide en espèces, la santé, les abris, l'eau, l'hygiène et l'assainissement et l'appui aux moyens de subsistance. Malgré la générosité des donateurs, le Plan n'a été financé qu'à hauteur de 54 pour cent en 2017.

La Turquie accueillait la plus importante population de réfugiés syriens de la région, avec quelque **3,4 millions** de réfugiés.



Azraq, le tout premier camp de réfugiés au monde alimenté en énergie solaire



La centrale solaire photovoltaïque du camp de réfugiés d'Azraq s'étend dans le désert en Jordanie.

Financée par la Fondation IKEA, la centrale photovoltaïque solaire d'Azraq, d'une capacité de deux mégawatts, est la première jamais construite dans un camp de réfugiés. Elle fournit, à coût abordable, de l'énergie renouvelable à des personnes qui n'avaient eu qu'un accès sporadique à l'électricité pendant deux ans et demi. Aujourd'hui, 20 000 réfugiés syriens vivant dans près de 5 000 abris peuvent éclairer l'intérieur de leurs maisons, brancher un réfrigérateur, un radiateur et un ventilateur. Ils peuvent également charger leur téléphone.

La centrale a immédiatement fait économiser au HCR 1,5 million de dollars annuellement. Le projet a également contribué à la stratégie énergétique nationale de la Jordanie, dont l'objectif est de parvenir à

une économie verte d'ici à 2020, puisque les émissions de CO₂ du camp sont réduites chaque année de 2400 tonnes grâce à l'énergie solaire.

Lorsque le HCR et la Fondation IKEA ont collaboré pour construire cette centrale, une grande attention a été accordée à l'efficacité, à l'innovation et à la viabilité du projet. En outre, la centrale a fourni des emplois à plus de 50 réfugiés et leur a permis d'être formés.



Le réfugié syrien Mohammed inspecte des plants de fraises dans une serre à Jiyeh au Liban, où il est employé comme travailleur saisonnier.

La plupart des réfugiés syriens au Liban sont maintenant démunis, selon une étude

Depuis qu'il a fui la guerre en Syrie, il y a trois ans, Mohammed, 38 ans, et sa famille de huit personnes vivent dans la précarité au Liban, en raison de ses revenus irréguliers provenant de son travail agricole saisonnier et d'un endettement croissant pour pouvoir joindre les deux bouts.

« Je travaille ici, dans les champs. Parfois, je travaille une, deux ou trois heures, parfois il n'y a pas de travail du tout », explique Mohammed. « J'emprunte de l'argent pour acheter des vêtements et d'autres articles pour mes enfants. Nous sommes très endettés. Nous travaillons donc essentiellement pour rembourser nos dettes. »



RÉALISATIONS ET IMPACT

À travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les États ont continué à montrer leurs engagements pour améliorer la vie des personnes relevant de la compétence du HCR, notamment en promulguant des mesures destinées à améliorer l'accès aux régimes d'asile, à mieux protéger les enfants de la violence et de l'exploitation, et à apporter des solutions durables aux réfugiés.

Préserver l'espace de protection et faciliter l'accès aux régimes d'asile nationaux

En 2017, le HCR a conseillé des pays qui élaboraient des projets de loi sur l'asile et collaboré étroitement avec la Ligue des États arabes sur un projet de convention visant à mieux régler le statut des réfugiés dans la région. En Israël, le HCR a plaidé pour que les réfugiés et les demandeurs d'asile aient accès à un statut juridique et a fait valoir la recherche de solutions, en se concentrant sur les mesures qui affectaient les ressortissants érythréens et soudanais ayant besoin d'une protection internationale.

Le HCR a renforcé son appui aux gouvernements pour faciliter l'enregistrement des réfugiés et des

demandeurs d'asile. En 2017, l'Égypte a mis en place une nouvelle procédure et enregistré plus de 50 200 personnes — le nombre le plus élevé depuis 2003. La moitié des inscrits étaient des Syriens, suivis des Éthiopiens, des Érythréens et des Soudanais.

Dans la région, le HCR a assuré la détermination du statut de réfugié conformément à son mandat, tout en cherchant à préserver l'intégrité, la qualité et l'efficacité de la procédure.

Les approches communautaires de protection sont restées au cœur de la réponse du HCR. En 2017, près de 3 000 membres de communautés ont participé à l'identification de personnes particulièrement exposées à la violence et l'exploitation, en les adressant à l'organisation afin qu'elles soient assistées. Plus de 250 centres communautaires ont offert des formations, un accompagnement psychosocial et des informations juridiques aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil vulnérables.

En Syrie, plus de 200 000 personnes ont bénéficié d'une assistance communautaire, notamment d'une aide directe, d'un soutien psychologique et social, d'une éducation et de cours de rattrapage scolaire. Cette assistance communautaire comprenait également des services en lien avec la protection, comme la mobilisation des

communautés, la protection de l'enfance, l'aide juridique, la prévention et la réponse en matière de violences sexuelles et de genre, l'appui aux moyens de subsistance et les services destinés aux personnes ayant des besoins particuliers.

Assurer la protection contre la violence et l'exploitation

Avec plus de 2,5 millions d'enfants syriens réfugiés dans la région, la protection de l'enfance est restée essentielle. Les principales priorités consistaient notamment à renforcer les systèmes nationaux de protection de l'enfance et à assurer l'accès non discriminatoire de tous les enfants relevant de la compétence du HCR à ces systèmes. L'organisation a cherché à améliorer l'accès à l'enregistrement des naissances et aux procédures de détermination de l'intérêt supérieur pour tous les enfants relevant de sa compétence. Elle a fourni des services de qualité aux enfants séparés de leur famille et à ceux qui avaient été sujets à des violences, à des abus ou à l'exploitation.

Plus de 694 000 filles et garçons vivant dans les principaux pays d'accueil des réfugiés syriens — en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie — ont bénéficié en 2017 de l'action de protection de l'enfance du HCR, ainsi que de ses programmes plus larges de soutien psychologique et social. En collaboration avec l'OIT et l'UNICEF, le HCR a finalisé une stratégie régionale de lutte contre le travail des enfants parmi les réfugiés syriens. L'organisation a également organisé des consultations pour renforcer les programmes axés sur les jeunes en Égypte et en Jordanie.

De janvier à septembre 2017, plus de 135 000 hommes et femmes qui avaient subi des violences sexuelles et de genre ou y étaient exposés, ont bénéficié d'une aide multisectorielle. En 2017, le HCR a renforcé la collecte et la gestion des données sur les incidents de violences sexuelles et de genre, notamment en utilisant le système de gestion de l'information sur les violences liées au genre (voir le chapitre *Apporter une aide vitale*).

694 000
filles et garçons ont bénéficié des activités de protection de l'enfance du HCR dans les principaux pays d'accueil des réfugiés syriens.

200 000

personnes ont bénéficié d'une assistance communautaire en Syrie, dont notamment une aide psychologique et sociale, d'éducation ou de cours de remise à niveau.

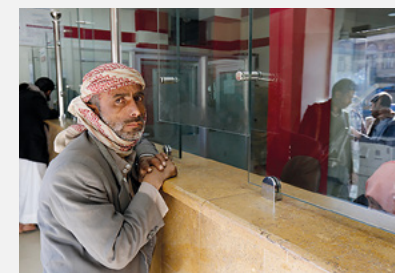


Une aide en espèces pour se loger

En 2017, la plupart des déplacés du Yémen ont continué à vivre dans des familles d'accueil ou dans des logements loués, tandis que d'autres ont dû se mettre à l'abri dans des campements informels ou dans des centres d'hébergement collectifs, comme des écoles, des centres de soins ou des édifices religieux désaffectés. En 2017, près de 90 pour cent d'entre eux étaient déplacés depuis plus d'un an ; parmi les déplacés qui louaient leur logement, beaucoup étaient en permanence menacés d'expulsion.

Pour près de 40 000 familles parmi les plus vulnérables menacées d'expulsion, le HCR a fourni l'équivalent de 200 dollars sous forme d'allocations-logement. Les familles ont été soigneusement identifiées par les équipes de terrain du HCR et de ses partenaires lors de visites à domicile, par des équipes mobiles d'évaluation ou encore par des agents travaillant dans les centres communautaires. Une fois leur dossier confirmé, les familles ont reçu un SMS contenant un code qui leur permettait d'encaisser le montant auprès d'une des nombreuses agences de transfert de fonds du pays.

© HCR/Mohammed Hamoud



Daris Al Askri attend de recevoir une allocation en espèces pour l'hiver à la banque Al Amal de Sana'a au Yémen. Cet homme de 48 ans a été forcé de fuir avec ses sept enfants la région de Nihm, qui était à feu et à sang, lorsque leur maison familiale a été détruite. Ils vivent à présent sous une tente, dans le campement informel de Dharawan, à la périphérie de Sana'a. Ils ont bien du mal à subvenir à leurs besoins essentiels.



Qatar Charity accroît son soutien aux interventions vitales

Qatar Charity est devenue l'un des partenaires les plus précieux du HCR au sein du secteur privé en 2017. L'ONG a fait don de 4,5 millions de dollars aux opérations du HCR, ce qui a permis d'assister environ 170 000 personnes déplacées en Jordanie, au Liban, en Syrie et au Yémen avec des aides vitales. L'organisation caritative basée au Qatar a conclu un accord de cinq ans, par lequel elle s'engage à verser au moins 3 millions de dollars par an.



En décembre 2017, le HCR a publié un rapport sur les bonnes pratiques en matière d'égalité des genres, plus particulièrement axé sur les réfugiés syriens au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ce rapport mettait en évidence les bonnes pratiques en matière de promotion de l'égalité des genres dans les programmes humanitaires et de lutte contre les violences sexuelles et de genre. Le HCR a également réalisé une étude sur les violences sexuelles à

l'encontre des hommes et des garçons réfugiés en vue de contribuer à la prise en compte de leurs besoins dans les lois, les politiques et les services. Les conclusions de cette étude ont été publiées en octobre 2017 dans un rapport intitulé « *We keep it in our heart: sexual violence against men and boys in the Syria crisis* » (Nous le gardons pour nous : violences sexuelles contre les hommes et les garçons dans la crise syrienne).



La biométrie améliore l'efficacité et la qualité de l'enregistrement

En 2017, le HCR a étendu l'enregistrement biométrique dans la région, enregistrant des personnes en Égypte, en Iran, en Jordanie et au Liban. En Turquie, l'organisation a offert un appui technique aux autorités locales pour faciliter l'enregistrement de 3,5 millions de réfugiés. L'enregistrement biométrique a amélioré la qualité du traitement des dossiers de réinstallation, car il a permis de vérifier les candidatures et renforcé la crédibilité des informations communiquées aux autorités des pays de réinstallation. Par ailleurs, il a facilité la mise en œuvre de systèmes de distribution d'espèces ou de bons infalsifiables. Le HCR a également lancé un nouveau système biométrique de gestion de l'identité en Mauritanie et en Tunisie pour améliorer les procédures d'enregistrement.



Un personnel du HCR effectue un scan de l'iris d'Isak, 24 ans et demandeur d'asile Erythréen, lors de son entretien pour l'enregistrement dans la zone d'accueil du bureau du HCR en Égypte.

Rechercher des solutions durables

En 2017, le HCR a soumis des demandes de réinstallation pour plus de 44 000 réfugiés originaires de la région, dont 37 000 Syriens et 2 900 Iraquiens. Le nombre total de demandes ne représentait que 7,5 pour cent de l'ensemble des besoins de réinstallation à partir de la région (585 900). Parmi les candidats, 33 200 réfugiés syriens et iraqiens sont partis pour être réinstallés.

Le HCR a partagé les bonnes pratiques et débattu des solutions durables possibles —notamment l'évacuation de réfugiés de Libye et leur réinstallation— avec les présidents du Groupe restreint sur la réinstallation des réfugiés syriens (Royaume-Uni) et du Groupe restreint sur la Méditerranée centrale (France), voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*.

Mobiliser un appui public, politique, financier et opérationnel grâce à des partenariats stratégiques

Dans le cadre de l'application pratique du Cadre d'action global pour les réfugiés et du processus de préparation d'un pacte mondial sur les réfugiés, le HCR a continué à consolider ses relations avec les États et d'autres partenaires régionaux. L'organisation a soutenu la mise en place du Réseau de la société civile de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord pour les déplacés, qui doit fournir aux acteurs de la société civile une plateforme pour protéger les personnes déplacées et soutenir les communautés d'accueil. Le réseau devrait être lancé en 2018. Parallèlement, les partenariats traditionnels et non traditionnels ont mobilisé des

fonds importants et intensifié les efforts de plaidoyer. Le HCR a continué à rechercher des sources de financement non traditionnelles, notamment en collaborant

avec des organisations régionales et économiques, des institutions financières, des représentants de la société civile et des partenaires du secteur des médias.



MBC et le HCR donnent de l'espoir aux familles réfugiées

Le *Middle East Broadcasting Center Group* (MBC), la plus grande société de radiotélédiffusion par satellite de la région, a fait un don de 3,8 millions de dollars au HCR par l'intermédiaire de son organisme philanthropique MBC Al Amal (MBC Espoir). Pour la deuxième année consécutive, une série télévisée sur la vie d'une famille de réfugiés a été diffusée à une heure de grande écoute pendant le Ramadan. *Basmet Amal* (« Une touche d'espoir »), née d'une initiative conjointe du HCR et de MBC, a été l'une des émissions les plus regardées de la chaîne en 2017. Elle a servi à récolter des fonds pour le programme d'aide en espèces du HCR, qui permet de verser une allocation mensuelle de 175 dollars à plus de 20 000 familles de réfugiés en Jordanie et au Liban.



L'Ambassadrice de bonne volonté Praya Lundberg et Sahsa, la benjamine du groupe TIGER.

Le soutien des Ambassadeurs de bonne volonté aux réfugiés dans la région

Les Ambassadeurs de bonne volonté ont accru la visibilité de l'action du HCR dans la région en 2017. Certaines personnalités influentes sur les médias sociaux, invitées à la cérémonie annuelle de remise de la distinction Nansen, ont suscité de l'intérêt sur Instagram, élargissant et diversifiant l'audience du HCR. « La prière à la mer », un film immersif à 360° de Khaled Khosseini, romancier lauréat de nombreux prix et Ambassadeur de bonne volonté du HCR, a été présenté lors de 15 festivals dans le monde. L'actrice et mannequin Praya Lundberg s'est rendue en Jordanie, où elle a partagé ses impressions sur le travail de terrain du HCR avec les 30 millions de personnes dans le monde qui la suivent sur les réseaux sociaux.



CONTRAINTES

Les besoins humanitaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont de nouveau excédé la capacité de réponse du HCR en 2017. L'insécurité et la rapidité des déplacements ont rendu difficile la mise en place de réponses durables. Le manque d'accès humanitaire sûr et sans entraves a continué d'entraver la capacité du HCR et de ses partenaires à fournir une aide dans des environnements non sécurisés. De même, la gestion des frontières a rendu l'accès à l'asile de plus en plus difficile dans certains contextes. Enfin, la situation de plus en plus incertaine et prolongée de nombreux déplacés, notamment syriens et yéménites, a entraîné l'épuisement de leurs ressources financières et les a souvent contraints à recourir à des stratégies d'adaptation néfastes.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Budget

- Budget révisé approuvé par le Comité exécutif : **2,17 milliards de dollars.**
- Budget final : **2,26 milliards de dollars.**
- Augmentation du budget : **89,5 millions de dollars / +4%** - principalement liée aux besoins croissants en Libye, en Syrie et au Yémen.

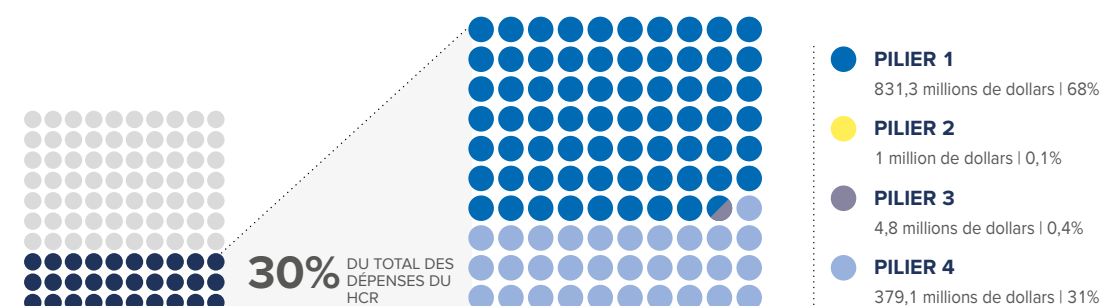
Dépenses

SOURCE DES DÉPENSES		Milliers USD	% du total des dépenses dans la région	% du total des dépenses du HCR par source de financement
Report des années précédentes	Affecté	65 282	5,4%	23%
	Non affecté	-	-	-
Contributions volontaires	Affectées	848 233	69,7%	39%
	Légèrement affectées	233 272	19,2%	36%
	Non affectées	52 103	4,3%	13%
Coûts d'appui aux programmes	Dons en nature	1 980	0,2%	6%
Autres revenus		-	-	-
TOTAL		1 216 225	100%	30%

- Part du budget non financée : **46%**.
- La région Moyen-Orient et Afrique du Nord se distingue par une très forte proportion de fonds à affectation stricte : **75%** des dépenses régionales et 39% de l'ensemble des dépenses affectées du HCR.
- Les opérations à travers la région ont été pénalisées par les graves problèmes de sous-financement et par l'affectation stricte des crédits. En particulier, les opérations qui répondaient à la crise syrienne n'ont pas pu exécuter intégralement leurs programmes d'aides en espèces.
- Au Yémen, le financement limité a réduit la capacité du HCR à offrir une assistance dans une grande partie du sud du pays.
- Dans d'autres opérations, par exemple en Mauritanie, les plans d'amélioration des infrastructures des camps ont été considérablement limités.

DÉPENSES 2017 AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | USD

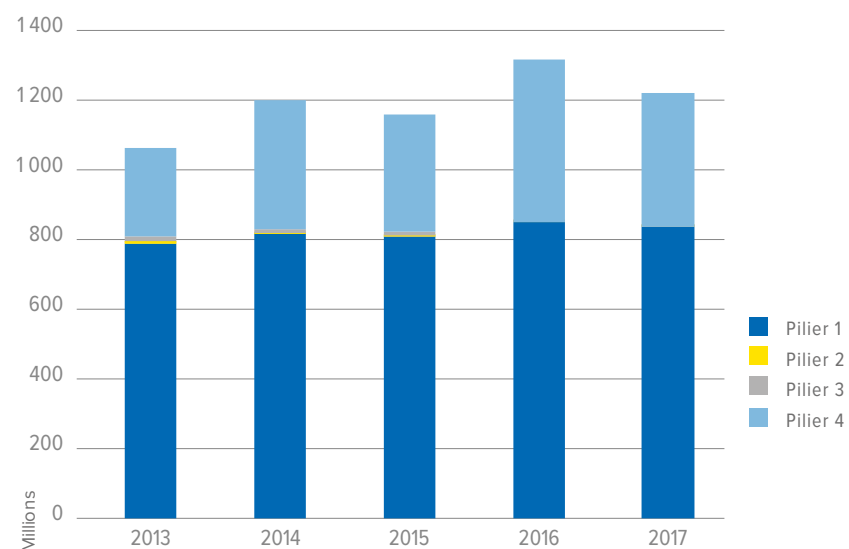
1,216 milliard de dollars



BUDGET ET DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
MOYEN-ORIENT							
Iraq	Budget	137 529 390	623 739	-	418 940 632	557 093 761	
	Dépenses	78 071 264	267 251	-	174 038 181	252 376 697	
Israël	Budget	3 731 972	-	-	-	3 731 972	
	Dépenses	2 867 664	-	-	-	2 867 664	
Jordanie	Budget	277 212 606	-	-	-	277 212 606	
	Dépenses	238 507 054	-	-	-	238 507 054	
Liban	Budget	463 887 386	606 297	-	-	464 493 683	
	Dépenses	325 267 608	549 420	-	-	325 817 028	
Arabie saoudite	Budget	5 472 287	175 288	-	-	5 647 575	
	Dépenses	4 529 821	138 592	-	-	4 668 413	
Syrie - Bureau régional de coordination pour les réfugiés	Budget	26 188 949	-	-	30 079 617	56 268 566	
	Dépenses	17 051 225	-	-	14 457 945	31 509 170	
République arabe syrienne	Budget	47 400 000	211 170	146 000 000	303 988 899	497 600 068	
	Dépenses	16 498 206	7 318	4 841 298	138 381 631	159 728 453	
Émirats arabes unis	Budget	4 148 107	-	-	-	4 148 107	
	Dépenses	3 195 608	-	-	-	3 195 608	
Yémen	Budget	63 273 754	-	-	50 375 894	113 649 648	
	Dépenses	28 778 660	-	-	41 285 615	70 064 275	
Activités régionales	Budget	48 382 497	-	-	-	48 382 497	
	Dépenses	227 287	-	-	-	227 287	
SOUS-TOTAL		Budget	1 077 226 947	1 616 494	146 000 000	803 385 041	2 028 228 482
		Dépenses	714 994 398	962 580	4 841 298	368 163 372	1 088 961 648
AFRIQUE DU NORD							
Algérie	Budget	36 540 226	-	-	-	36 540 226	
	Dépenses	15 471 442	-	-	-	15 471 442	
Égypte - Bureau régional	Budget	79 089 587	-	-	-	79 089 587	
	Dépenses	42 600 464	-	-	-	42 600 464	
Libye	Budget	59 926 440	-	-	14 145 268	74 071 708	
	Dépenses	33 187 947	-	-	10 965 047	44 152 994	
Mauritanie	Budget	19 773 461	-	-	-	19 773 461	
	Dépenses	12 858 475	-	-	-	12 858 475	
Maroc	Budget	7 379 727	-	-	-	7 379 727	
	Dépenses	5 612 362	-	-	-	5 612 362	
Tunisie	Budget	6 570 697	-	-	-	6 570 697	
	Dépenses	4 200 839	-	-	-	4 200 839	
Sahara occidental: Mesures de rétablissement de la confiance	Budget	5 915 270	-	-	-	5 915 270	
	Dépenses	1 985 714	-	-	-	1 985 714	
Activités régionales	Budget	2 715 206	-	-	-	2 715 206	
	Dépenses	381 205	-	-	-	381 205	
SOUS-TOTAL		Budget	217 910 614	-	14 145 268	232 055 882	
		Dépenses	116 298 449	-	10 965 047	127 263 496	
TOTAL		Budget	1 295 137 562	1 616 494	146 000 000	817 530 309	2 260 284 364
		Dépenses	831 292 847	962 580	4 841 298	379 128 419	1 216 225 144

DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD 2013-2017 | USD



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD | USD

DONATEUR	PILIER				TOUS PILIERS	TOTAL
	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	261 040 000			70 000 000	166 550 000	497 590 000
Allemagne	106 573 709			98 761 153	101 609 381	306 944 242
Union européenne	57 171 217			8 945 611	13 743 237	79 860 066
Japon	21 213 534			29 591 841	1 792 436	52 597 811
Canada	24 905 660			7 473 842	5 998 457	38 377 959
Norvège	20 142 372			11 234 482	3 510 825	34 887 679
Royaume-Uni	8 180 024			13 450 344		21 630 368
Pays-Bas	15 130 824					15 130 824
Arabie saoudite	5 000 000			9 661 880		14 661 880
Suède	5 038 835			6 272 132	2 102 002	13 412 969
Italie	10 534 542			2 055 902		12 590 444
Donateurs privés en Allemagne	126 304				12 334 900	12 461 205
France	5 457 329			5 285 993	200 000	10 943 322
Finlande	4 268 943			1 067 236	2 809 396	8 145 575
Koweït	7 580 000				39 490	7 619 490
Donateurs privés au Qatar	200 000			5 773 605	739 303	6 712 908
Fonds de financement commun				6 701 890		6 701 890
Australie	6 042 296					6 042 296
Suisse	3 034 438			1 972 387	986 193	5 993 018
Danemark	4 744 583				1 000 000	5 744 583
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	3 393 551			937 000	597 869	4 928 420
Belgique	2 559 727			2 275 313		4 835 040
Espagne	4 039 310			590 926		4 630 236
Autriche	1 387 407			2 347 919	542 888	4 278 214
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	664 279			194 733	2 978 419	3 837 431
Donateurs privés aux Pays-Bas	1 499 890			2 085 476	56 946	3 642 313
Donateurs privés au niveau mondial	1 345 044			4 375	1 986 509	3 335 928
République de Corée	1 000 000				2 200 000	3 200 000
Luxembourg	784 519				1 830 544	2 615 063
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	1 500 000			871 755		2 371 755
Donateurs privés en Indonésie	2 000 000					2 000 000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD | USD

DONATEUR	PILIER				TOUS PILIERS	TOTAL
	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes		
Tchéquie	1 924 497					1 924 497
Donateurs privés en République de Corée					1 846 807	1 846 807
Donateurs privés au Canada	1 383 366				201 724	1 585 091
Donateurs privés au Royaume-Uni	824 465			60 399	372 142	1 257 005
Ile de Man	1 217 772					1 217 772
Donateurs privés en Suisse	50 050			10 100	1 036 670	1 096 821
Donateurs privés en Australie	261 490				812 326	1 073 816
Fonds central pour les interventions d'urgence	429 768			570 573		1 000 340
Donateurs privés en Suède	24 334			273 417	575 878	873 628
Chine	835 333					835 333
Fédération de Russie	300 000			500 000		800 000
Pologne	602 377					602 377
Donateurs privés au Koweït	534 138				40 387	574 525
Donateurs privés en Italie	415 806			21 990	106 848	544 644
Donateurs privés à Singapour	232 700			30 838	164 610	428 148
Donateurs privés en Arabie saoudite	377 879				555	378 434
Donateurs privés en Espagne	7 964				299 661	307 625
Monaco	244 161					244 161
Islande					220 000	220 000
Liechtenstein				203 252		203 252
Donateurs privés en Égypte	184 451					184 451
Portugal					162 816	162 816
Malaisie	150 000					150 000
Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit	140 213					140 213
Émirats arabes unis					126 000	126 000
Donateurs privés en France	118 064			187	2 920	121 171
Bulgarie				58 072	54 289	112 361
Estonie	96 051					96 051
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	85 000					85 000
Donateurs privés au Liban	75 750					75 750
Donateurs privés en Chine				6 425	60 875	67 300
Donateurs privés au Japon					67 075	67 075
Donateurs privés à Monaco					65 510	65 510
Lituanie				17 773	42 965	60 737
Philippines					50 000	50 000
Donateurs privés en Thaïlande					48 853	48 853
Chypre	35 545					35 545
Slovénie					33 520	33 520
Donateurs privés aux Philippines					31 671	31 671
Maroc					23 629	23 629
Malte	23 229					23 229
Donateurs privés au Brésil				6 663		6 663
Donateurs privés en Turquie	83			1 600	3 941	5 623
Saint-Siège					5 000	5 000
Donateurs privés en Grèce					1 685	1 685
Donateurs privés en Inde					1 257	1 257
Donateurs privés à Oman	1 213					1 213
Donateurs privés en Autriche	111				904	1 016
Donateurs privés en Irlande					671	671
Donateurs privés au Bangladesh					278	278
TOTAL	597 134 148			289 317 081	330 070 265	1 216 521 494

Note : Les Contributions incluent 7 pour cent de coûts d'appui aux programmes, et ne comprennent pas 14,66 millions de dollars dont la mise en œuvre est prévue pour 2018.